



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VENDREDI 14 FEVRIER 2019

CHOQUANT. LA FDSEA 31 VANDALISE LA FAÇADE DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT MIDI-PYRENEES

« Imposteurs », « per-verts », « sinon boom » ... La nuit dernière en Haute-Garonne, la FDSEA 31 et les Jeunes Agriculteurs 31 s'en sont pris à France Nature Environnement Midi-Pyrénées à coups de lancers d'œufs, de poubelles, dépôt de paille et insultes. Une tentative d'intimidation qui intervient dans le cadre du « dialogue » réclamé par la FNSEA sur la mise en place de zones de non-traitement (ZNT) aux pesticides près des habitations. France Nature Environnement, qui a toujours œuvré pacifiquement à la défense du monde vivant, condamne fermement ces actes violents. C'est ce que vient également de faire Elisabeth Borne ; nous appelons les autres membres du gouvernement et la FNSEA à en faire de même et à agir pour y mettre fin.

Des violences répétées envers les associations environnementales

Venant de toute la Haute-Garonne, une centaine d'agriculteurs ont mené des opérations de vandalisme à Toulouse hier soir. D'abord rassemblés devant la préfecture de Toulouse, ils ont déversé de la paille et laissé des messages pour « maintenir la pression sur le gouvernement ». Ils se sont ensuite rendus devant les locaux de France Nature Environnement Midi-Pyrénées pour y jeter, paille, œufs, poubelles et messages d'insultes. Le tout sous le regard passif de la police, comme le montrent [les images](#). « *Combien de milliers de tonnes de lisiers répandus dans les rues partout en France depuis des années, combien de milliers de pneus brûlés en toute impunité toujours et encore, aucune autre profession n'a autant dégradé, pas respecté les règles, que les tenants d'une agriculture productive, intensive faisant le jeu de l'agrochimie. Il est temps de passer à une autre agriculture, respectueuse de la nature et de l'environnement* », a réagi **Cécile Argentin, vice-présidente de France Nature Environnement Midi-Pyrénées**.

Agressions à domicile, harcèlement téléphonique, menaces de mort, courriers anonymes... dans les territoires, les violences répertoriées à l'égard des militants écologistes, dont les associations du mouvement France Nature Environnement, sont nombreuses. Dernier exemple en date : un rassemblement de l'opération « Nous voulons des coquelicots » a été pris pour cible le 7 février dernier¹.

Agribashing ? La légitimité de la cellule « Déméter » en question

Depuis la création de la cellule Déméter, visant à « prévenir les atteintes au monde agricole », des associations environnementales reçoivent également des « visites » d'agents de l'Etat. C'est notamment le cas de l'association [Alerte pesticides Haute Gironde](#)², soupçonnée de « dénigrer le milieu agricole » car

¹ Rassemblement organisé par l'association Collectif Environnement Val d'Authion 49

² Association qui ne fait pas partie du mouvement France Nature Environnement



elle organise dans sa région des états généraux des riverains autour de la question des pesticides. Au programme : tables rondes, témoignages et exposition photo. Du dialogue, donc, pour avancer ensemble, de façon constructive.

Définie comme "protégeant les agriculteurs des violences", la création d'une telle cellule semble finalement avoir décuplé le sentiment d'impunité chez certains agriculteurs : pourquoi protéger spécifiquement cette profession, alors que certains agriculteurs sont eux-mêmes les agresseurs ? Il est temps de dissoudre cette cellule Demeter, témoin du clientélisme de l'État envers la FNSEA.

Dénonçant systématiquement toute action violente et consciente de l'importance des mutations nécessaires, France Nature Environnement a toujours prôné le dialogue dans les territoires pour la nécessaire transition du modèle agricole. Les associations du mouvement défendent dans toutes les instances une agriculture respectueuse des agriculteurs et de leur santé, de la santé de l'ensemble de la population et de l'environnement. Un travail du quotidien, avec des associations paysannes, pour améliorer les conditions de vie des agriculteurs de ce pays : leur assurer un meilleur revenu, de meilleures conditions de travail et une plus grande reconnaissance du travail qu'ils mènent au quotidien.

Zones de non-traitement aux pesticides : le « dialogue » selon la FNSEA ?

France Nature Environnement, aux côtés d'autres acteurs, de nombreux maires et citoyens, demande depuis plusieurs années [la mise en place de zones de non-traitement près des habitations](#), zones où l'épandage de [pesticides](#) serait interdit pour protéger les riverains. La FNSEA a fait pression, avec succès, sur le Gouvernement pour que ces bandes soient réduites à peau de chagrin. Leur argument était qu'une réglementation contraignante n'était pas nécessaire et que le dialogue allait tout régler.

Des drapeaux de la FNSEA flottant partout sur cette opération d'intimidation, France Nature Environnement interpelle la présidente du syndicat Christiane Lambert : cette tentative d'intimidation est-elle réellement soutenue par le syndicat agricole dont elle assure la présidence ? Est-ce ainsi que la FNSEA conçoit le dialogue qui selon elle suffit à protéger les riverains ?

Michel Dubromel, président de France Nature Environnement, conclut : « *J'apporte tout mon soutien à notre fédération de Midi-Pyrénées. Nous demandons au gouvernement d'arrêter les deux poids-deux mesures : d'un côté, les associations qui défendent l'intérêt général font l'objet d'agressions et subissent en plus des contrôles de l'Etat de leurs activités pacifiques. De l'autre, la FNSEA, dont certains membres commettent ouvertement ces agressions, se voit soutenue en ayant une police spéciale à leur service ; et continue de réclamer avec succès qu'on lui fasse confiance pour tout régler avec le dialogue. C'est intolérable ! Nous demandons au gouvernement de ne plus recevoir la FNSEA tant qu'ils n'ont pas officiellement condamné cette action. »*

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 71 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook, Twitter (@FNEasso) et LinkedIn.